

Rapport d'activité SMG année 2014/2015

1. Loi de santé 2015 et la grève des médecins

Premier trimestre 2015 : analyse détaillé du projet de loi relatif à la santé 2015 : opposition à la loi Touraine pour la faiblesse du contenu structurel, la poursuite de la politique d'austérité pour les hôpitaux publics, le danger de l'ouverture des données de santé des usagers, le renforcement programmé des complémentaires (assurances) au détriment de l'Assurance maladie solidaire. Soutien au tiers-payant généralisé à condition que le guichet unique soit l'Assurance maladie (flux unique de paiement auprès des professionnels de santé libéraux) en attendant d'autres modes de rémunération des soignants.

Analyse et opposition à grèves répétées des médecins libéraux contre le projet de loi Touraine dont les revendications ont été jugées corporatistes : augmentation du C, défense des principes de la médecine libérale (« la médecine aux médecins ») et opposition au tiers-payant généralisé. En revanche, nous partageons avec certains, le diagnostic inquiétant du recul de la Sécurité sociale solidaire et de l'absence du virage ambulatoire promis par la ministre de la Santé.

Réunion-débat publique avec les Amis du Monde Diplomatique, ATTAC et le SMG en mai 2015 à Toulouse sur « les dessous de la loi santé ».

2. Solidarité internationale, voyage en Grèce

- Mai 2015 : participation de deux membres du SMG (Ariane Salomé-Jeunesse et Patrick Dubreil) à une délégation politique et syndicale au sein du Collectif France Grèce pour la santé (CFGs) à Athènes : visite des dispensaires autogérés et de trois hôpitaux, réception à l'Assemblée nationale et au ministère de la Santé, apport d'un stock médicaments pour les dispensaires.

- Novembre 2015 : voyage du SMG à Athènes (autour de 25 participants dont deux membres de l'Union Syndicale de la Psychiatrie, Pascal Boissel et Philippe Gasser) : visite des dispensaires autogérés, d'un centre de santé mentale pour SDF (Klimaka), d'un centre d'accueil de sans-papiers (Babel), de camps de réfugiés, réunion au journal indépendant des « Rédacteurs », rencontre avec un économiste du ministère, conférence de presse, présence d'une journaliste de Radio-France.

3. Elections URPS, septembre 2015

Pas d'appel à un soutien national d'une liste, mais nous avons souhaité la possibilité d'alliances locales avec MG France, quand le contexte était favorable.

Les raisons en sont les mêmes que l'opposition aux grèves (corporatisme, électoralisme, opposition au TPG,...).

4. Indépendance et formation

Critique et opposition à la création prévue d'une quatrième année de DES de médecine générale, Envoi d'une lettre ouverte en juin 2015 aux Généralistes Enseignants.

Réunion à Nantes de membres du SMG : construction d'une réflexion plus globale sur les études de médecine et des propositions concrètes (plus d'ambulatoire, moins de CHU, indépendance face à l'industrie pharmaceutique, démocratisation, révision du concours, etc.)

Soutien de la Troupe du Rire (collectif d'étudiants en médecine) avec commande de livrets *Pourquoi garder son indépendance face à l'industrie pharmaceutique ?*, initiative primée par *Prescrire*.

Soutien de l'appel : « Pour une OPERATION MAINS PROPRES SUR LA SANTE », lancée par Europe Ecologie-Les Verts, le Formindép et l'association Anticor, demandant la fin des conflits d'intérêts et la révision de la politique du médicament.

En novembre 2015, soutien aux syndicats des internes dans leur demande d'application de la réforme de 2002, décret d'application 1 mai 2015, sur le respect du temps de travail des internes dans les hôpitaux (moins de 48 heures hebdomadaires en intégrant la formation théorique, repos de garde).

5. Charte pour une santé solidaire

Participation au groupe de travail autour de la Charte. Pas de consensus au sein du SMG : faut-il signer la charte au nom du syndicat ? La décision est prise par la CE de mettre au vote la signature du SMG en AG. Quoi qu'il en soit, chacun est libre de la signer en son nom et la participation dans le groupe de travail se poursuit.

6. Divers

Opposition à la loi Macron pour sa logique de libéralisation de l'économie et la destruction du modèle social, soutien et participation aux mouvements sociaux contre cette loi.

Soutien aux médecins dans leur combat contre l'Ordre : Dr Coadou pour non cotisation à l'Ordre, Dr Huez et Dr Berneron médecins du travail et Dr Rodriguez, psychiatre pour des litiges avec des employeurs contestant le lien établi entre souffrance psychique et travail.

Lettre ouverte au directeur de l'Assurance maladie et dénonciation des contrôles des comptes bancaires des bénéficiaires de la CMU par l'Assurance maladie.

Communiqué commun avec le Syndicat National des Jeunes Médecins Généralistes (SNJMG) critiquant la prime accordée par le ministère de la Santé à l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (APHP) suite aux attentats de Paris du 13 novembre 2015.

Le bureau du SMG